



Blanquer, retour aux méthodes Sarkozystes !

A cette rentrée, alors que l'augmentation d'effectifs prévue (+ 26 000 élèves) est bien réelle, le choix politique de supprimer l'an dernier 20% des postes aux concours, qui a privé d'emploi en EPS 180 jeunes et plus largement supprimé 2 600 postes de stagiaires pour le second degré, se traduit par de nouvelles dégradations dans le second degré. Effectifs pléthoriques (30 par classe en collège et trop souvent + de 35 en lycée), établissements où il manque des enseignants, avec des remplacements non assurés dès la rentrée...

Qui peut penser que dans ces conditions tous les élèves,

peuvent réussir ?

Personne...

Si... le Ministre !

Car il vient d'annoncer pour 2019 une nouvelle baisse du taux d'encadrement.

En effet, alors que sont attendus 32 000 élèves supplémentaires, le ministre prévoit la diminution de 1 800 postes pour le secondaire pour répondre à la demande de suppression de 4 500 fonctionnaires d'État (- 120 000 pour le quinquennat).

Comme « faire plus avec moins » semble impossible il n'hésite pas à affirmer : « Il n'y a jamais eu de corrélation entre créations de postes d'enseignants et augmentation du niveau des élèves ». Alors que toutes les études montrent que les effectifs par classe sont des conditions déterminantes pour la réussite des élèves et qu'il défend, lui-même, la baisse des effectifs en CP et CE1 en éducation prioritaire.

Mais il veut également remettre en cause les obligations réglementaires de service des enseignants en augmentant les HSA imposables afin qu'ils travaillent davantage pour compenser les baisses de recrutements qu'il vient de décider. Voilà le calcul classique des libéraux qui, comme sous Sarkozy, veulent imposer de « travailler plus pour recruter moins » en l'habillant de toutes les vertus et attentions en direction de ces « pauvres » enseignants.

Le SNEP-FSU qui se bat pour l'emploi, l'amélioration des conditions d'apprentissage et de réussite des élèves dénonce ce « calcul anti-générationnel et anti service public » et appelle la profession à rejeter les projets Blanquer et agir pour l'emploi et contre l'augmentation des HSA.